

Les divergences dans le P. C. Chinois

LES désaccords qui se manifestaient depuis plusieurs mois dans les sommets dirigeants du P.C. chinois ont trouvé leur expression spectaculaire dans le limogeage du maire de Pékin, neuvième personnage dans la hiérarchie bureaucratique du régime et secrétaire du Bureau Politique. Diverses manifestations de ces désaccords se sont multipliées : des articles ont paru critiquant certaines conceptions qui existaient dans l'armée, d'autres relatifs à l'attitude des intellectuels, enfin des articles laissant entendre qu'il y avait même une conspiration pour rétablir le capitalisme !

La forme même de cette lutte est dans la plus belle tradition des stali-

niens et des post-staliniens ; les méthodes ne diffèrent nullement sur ce point de celles des dirigeants soviétiques. Seuls ceux qui ont le dessus dans les organismes dirigeants ont le droit de s'exprimer publiquement ; ils le font sous la forme de monologues où l'on ne trouve pas une seule citation valable de ceux qu'ils combattent ; ils ne donnent aucune véritable explication politique claire, mais accumulent les violences verbales, les qualificatifs plus ou moins grossiers, les accusations plutôt extravagantes. Les « autocritiques » comme celle de Kuo Mo-jo suivent le même modèle.

Lorsque la direction chinoise critiquait la direction soviétique, du fait de la position qu'elle prenait sur le plan international, elle était souvent amenée à parler en termes politiquement clairs, sensibles à de très larges couches de communistes dans le monde. Elle ne craignait pas de dire que, même en minorité, elle pouvait avoir raison. Mais, dès qu'il s'est agi d'une lutte dans son sein, elle est revenue, avant tout en raison de sa nature bureaucratique, aux modes de discussion bureaucratiques.

Il n'est pas sans intérêt de souligner que, bien que le différend sino-soviétique ne connaisse pas d'apaisement, ni la direction soviétique ni aucune direction de P.C. (pro-soviétique ou pro-chinoise) ne fait aucun commentaire sur ces problèmes du P.C. chinois. La *Gazette littéraire* de Moscou a, il est vrai, reproduit ironiquement un article de la presse chinoise sur l'importance de la pensée de Mao Tsé-toung sur la culture des melons ; l'ironie est très facile, mais les rédacteurs de la *Gazette littéraire* de Moscou n'ont guère de titre pour donner des leçons dans ce domaine.

Revenons aux divergences qui existent dans les sommets du P.C. chinois. Peut-être les connaîtrons-nous mieux dans quelque temps. Nous ne voulons pas nous livrer à des spéculations arbitraires sur ces oppositions et les divisions au sommet, mais il est possible de souligner un certain nombre de questions importantes qui ne peuvent manquer de soulever des divergences parmi les cadres chinois, indépendamment des formes et des manifestations qu'elles peuvent prendre dans ce milieu bureaucratique.

Le plus grand problème qui se pose à présent à la Chine, c'est sans aucun doute la menace réelle, dans des délais réduits, d'une agression américaine. Cette menace se combine avec l'absence de garantie d'une solidarité effective de la part de l'Union soviétique, en cas de guerre des Etats-Unis contre la Chine. Il y a suffisamment de place pour de nombreuses divergences, qu'il s'agisse de la politique envers l'Union soviétique, des possi-

blités ou non de gagner du temps quant à l'agression américaine, de la politique générale et de la politique militaire à suivre dans cette éventualité.

A ces problèmes cruciaux viennent s'ajouter les échecs de la politique suivie au cours de la période passée. Tout d'abord, le lourd échec qu'ont constitué l'écrasement du P.C. indonésien et le renversement de politique internationale opérée par le gouvernement indonésien. Cet échec pose de nombreuses questions aussi bien sur le plan de la politique menée par le P.C. indonésien (avec l'accord du P.C. chinois) que sur le plan des conséquences pour la Chine sur l'échiquier mondial dans le Pacifique.

Un autre échec de la politique chinoise est constitué par les prises de position de Fidel Castro (qui est probablement une des plus grandes autorités présentes dans les partis communistes et parmi les mouvements révolutionnaires des pays du Tiers Monde) contre la direction chinoise à la veille de la Conférence tricontinentale de La Havane. Fidel Castro ne s'est pas prononcé à proprement parler pour la direction soviétique dans le différend sino-soviétique, et on ne peut identifier sa politique à celle du Kremlin, mais le fait qu'il ait attaqué publiquement seulement la direction chinoise est un grand coup porté à celle-ci également dans le différend sino-soviétique.

Ces seuls problèmes, sans parler de problèmes intérieurs qui ne peuvent manquer d'exister bien que les difficultés des années passées paraissent largement surmontées, constituent un fond sur lequel de nombreuses divergences sont possibles. D'ailleurs, il n'y a pas très longtemps, la presse chinoise a publié un article qui ne paraît pas avoir été très remarqué, dans lequel il était dit en substance que, dans toute lutte, il y avait des hauts et des bas avant de parvenir à la victoire, et qu'il ne fallait pas se laisser impressionner par les difficultés et les échecs.

Il est infiniment peu probable que les dirigeants chinois changent leurs méthodes. Bureaucrates ils sont, bureaucrates ils resteront, avec leurs traits spécifiques. Mais ils ne sont pas insensibles aux changements des conditions objectives. Sans aucun doute, le plus important changement qui pourrait survenir pour eux — et pas seulement pour eux, mais pour l'ensemble des rapports internationaux — c'est qu'en présence du danger croissant d'une guerre avec les Etats-Unis, ils aient la certitude publiquement affirmée de l'alliance soviétique. C'est cette garantie que le mouvement ouvrier doit à présent réclamer du Kremlin.

P. FRANK

Boumédienne sur la corde raide

P LUSIEURS événements importants auront, en ce qui concerne l'Algérie, marqué le mois de mai 1966 :

— la nationalisation de onze mines dont « Révolution africaine » annonce qu'elle « sera suivie d'autres, et dans tous les secteurs de la vie de la nation ».

— le statut de « biens d'Etat » conféré aux anciens « biens vacants ».

— les « graves difficultés » entre Français et Algériens au sein de l'Association coopérative pétrolière.

— enfin la création d'un monopole d'Etat des assurances.

Les mesures prises frappent surtout par leur caractère brusqué.

Pour la première le principe en avait été porté à la connaissance du gouvernement français depuis déjà quelque temps et les dirigeants des sociétés concernées avaient donc pu se préparer à y faire face. Au surplus « le Monde » rapporte que « l'indemnisation... sera non seulement totale, mais transférable et garantie par l'Etat algérien ».

Le gouvernement français et les sociétés intéressées savent que si le gouvernement algérien, qui s'efforce avec acharnement de donner confiance aux capitaux privés aussi bien étrangers que nationaux, a brusquement nationalisé ces onze mines, c'est qu'il avait d'impérieuses raisons de le faire. Et ceci explique que l'émotion soit vite retombée, à Paris.

Il est encore difficile de savoir si l'incident à l'Association coopérative pétrolière, soulevé à propos d'une société de forage américano-algérienne, s'inscrit dans le cadre d'une concurrence sérieuse entre « pétroliers » français et américains.

En tout cas, si menace il y a, elle n'est encore guère sensible pour les Français.

Le changement de qualité des « biens vacants » ne fait pas grand-chose de plus que consacrer un état de fait ; et le monopole des assurances s'inscrit dans une évolution depuis longtemps largement prévisible.

Ce qui est important, ce n'est donc pas que ces mesures aient été prises mais qu'elles l'aient été maintenant.

En effet, en avril, 21 domaines autogérés étaient rendus à leurs anciens propriétaires, parmi lesquels Bouthiba, vieux compagnon de route du colonialisme.

« Révolution et travail », organe des syndicats, qui protestait violemment, fut aussitôt saisi.

Or, quelques jours plus tard, à la suite de vives réactions populaires, les 21 domaines retournaient à l'autogestion ; et la nouvelle en était annoncée par un porte-parole de la centrale syndicale.

Celle-ci, dont on pouvait craindre la mise à genoux après la répression contre le mouvement étudiant, il y a quelques mois, manifeste qu'elle demeure une des principales puissances sociales algériennes et la base de départ de toute action ouvrière révolutionnaire. Boumédienne, qui, en décembre, annonçait aux cadres du F.L.N. qu'on allait « mettre un terme à l'autonomie totale dont jouissent les organisations nationales », s'est visiblement rapproché de l'U.G.T.A.

Autre signe, les cadres du F.L.N., réunis en mai, ont réclamé quasi unanimement — c'est l'Agence de presse algérienne qui le dit — une étroite coordination avec les cadres des organisations nationales ; en même temps, d'ailleurs, qu'ils émettaient « de nombreuses critiques sur la situation actuelle ».

Il est clair que la différenciation s'accroît au sein du Conseil de la Révolution où l'instabilité de Boumédienne ressemble de plus en plus à celle de Ben Bella dans sa dernière période.

Certes, il y a l'armée, mais n'est-il pas étrange que, devant les cadres du Parti, à Oran, le 21 mars dernier, Boumédienne ait éprouvé le besoin de se tourner vers les officiers de l'A.N.P. pour déclarer : « Ou l'armée est pour, ou elle est contre le socialisme. Et de là dépend l'édification du socialisme » ?

L. BRATES

PEROU

Les prisons de l'oligarchie péruvienne sont pleines de militants détenus, sans jugement pour la plupart, dans les conditions les plus pénibles. *Revolucion Peruana*, l'organe du Front de la gauche révolutionnaire (F.I.R.), le mouvement de notre camarade Hugo Blanco, publie, dans son numéro du 18 avril, une liste partielle des emprisonnés, ce sont, dans la prison d'Essex : Daniel Pereyra Perez, José Martorel Soto, José Ojeda Cervantes, Antonio Aragon Gallegos, Juan Nunez Marchand, Adalberto Fonken Piedra, Victor Terzi Zegarra, tous depuis 47 mois ; Mario Hoyos Urbano, Juan Minaya Espinoza, depuis 38 mois, et Felix Zevallos Quezada, depuis 29 mois. Aucun jugé.

A la prison du Fronton : Jorge Tello Sanchez depuis 47 mois ; Luis Arroyo Bernal depuis 38 mois ; Efraim Corrales Sevillano depuis 29 mois ; aucun jugé. Miguel Tauro de Lama, condamné à 15 ans de prison et Juan Quezada Carrasco condamné à 2 ans.

A la prison judiciaire : Guillermo Habrahamson, Juvenal Zamalloa, Jorge Nako, Juan Nunez Almorin, Augusta Cerdana, Amerigo Bustos, Marcellino Fonken.

A la caserne de la Garde républicaine : Pedro Jurado Huaman, Arturo Aranola, Porfirio Hilarés, Julio Oyola G., Aristides Valer, Osvaldo Arevalo V., Manuel Yamohoga, Luis Izaga, Francisco Orbagoso, Valentin Gonzales L., Manuel Arriola, Alejandro Romero T., Aurelio Galvez, Aurelio Saavedra, Victor Caceres, Simon Zania et Julio Solis C.

Au camp de détention El Sepa : Juan Creus G., condamné sans défense à 17 ans de détention.

A la prison d'Arequipa enfin : Antonio Cartolin, Molina et Hugo Blanco lui-même.

Nous appelons le mouvement ouvrier à exiger la libération immédiate et inconditionnelle de ces victimes de l'arbitraire policier le plus total.

RÉVOLUTION SOCIALISTE

gement dans la structure sociale au bénéfice des ouvriers. Mais, aucun gouvernement ne peut dire aux ouvriers de faire des sacrifices au bénéfice de la bourgeoisie, au bénéfice des riches. Aucun gouvernement ne peut dire aux ouvriers de ne pas réclamer d'augmentation de salaire, afin de développer une industrie comme propriété privée des capitalistes, comme propriété privée de la bourgeoisie. Un gouvernement révolutionnaire socialiste peut demander des sacrifices aux ouvriers afin de développer une économie pour les ouvriers et les paysans, de développer une économie socialiste.

Le gouvernement chilien a rencontré une résistance tenace de la part des mineurs du Chili, et des ouvriers en général, parce qu'il leur demande des sacrifices pour développer une économie qui apporte des profits aux classes riches, au capital industriel, commercial et bancaire, et aux intérêts impérialistes. Il en est résulté un conflit permanent entre les ouvriers et le gouvernement. Frei avait dit qu'il ferait une révolution pure de sang versé ; mais ce qu'il fait, en réalité, ce qu'il apporte au Chili, c'est le sang versé sans la révolution, l'assassinat des ouvriers, le massacre des ouvriers. Ceux-là mêmes qui ont fait une grande campagne contre les pelotons d'exécution à

Cuba, contre les lois et les sanctions que les révolutionnaires se sont trouvés obligés d'appliquer aux ennemis de classe, massacrent les ouvriers en dehors de toute loi et sans jugement.

LA LUTTE ARMÉE EST INEVITABLE

Nous ne pensons pas qu'une révolution pourrait être faite au Chili par des moyens pacifiques ; mais nous ne pensons pas non plus que la révolte armée fût à l'ordre du jour au Chili. Nous pensons que, tant que les libertés spécifiques, des institutions constitutionnelles, des droits spécifiques existent dans un pays, tant que toutes les autres voies ne sont pas fermées, comme elles le sont dans l'immense majorité des pays d'Amérique du Sud, la révolution armée n'est pas à l'ordre du jour.

Ce que nous pensons, c'est qu'à long terme, les contradictions de classes au Chili, la lutte du peuple contre l'impérialisme, contre l'oligarchie et la bourgeoisie, aboutiront tôt ou tard à la lutte armée.

Ce sont ces actions, c'est la politique consistant à massacrer les ouvriers — et non pas la Conférence

tricontinentale — c'est la politique d'assassinat des ouvriers pour défendre les intérêts de l'impérialisme, de l'oligarchie et de la bourgeoisie, c'est cela qui conduira tôt ou tard les ouvriers chiliens à la conclusion qu'au Chili, comme dans beaucoup d'autres pays d'Amérique latine, la conquête du pouvoir révolutionnaire ne peut être faite que par la lutte armée.

(1) Les sous-titres sont de la rédaction de la Quatrième Internationale.

PERSPECTIVES MONDIALES

Edition française de World outlook.

Paraît toutes les deux semaines.

Abonnement : 20 Fr.

A Pierre Frank

CCP 12648-46 PARIS